

Scénario du film «1917 — Alexandre Kerenski. Chroniques historiques avec Nikolai Svanidze» écrit par Marina Joukova, traduit par l'IA, et précédé d'un résumé également rédigé par l'IA

Résumé du scénario :

En 1917, année décisive et tragique, deux révolutions balaient la Russie : celle de février renverse la monarchie et ouvre une parenthèse démocratique de quelques mois, celle d'octobre installe durablement le pouvoir bolchevique.

La chute de Nicolas II se joue sur fond de famine, grèves et chaos à Petrograd, déclenchés notamment par le conflit au sein de l'usine Putilov et la crise du ravitaillement en pain.

Les manifestations ouvrières se transforment en insurrection, la troupe fraternise avec les manifestants, la police est débordée, puis les soldats se mutinent et tuent parfois leurs officiers.

Le tsar, isolé dans son train entre la Stavka et Tsarskoïe Selo, est coupé de la capitale et finit par abdiquer, après avoir appris que son fils ne vivrait sans doute pas assez longtemps pour régner.

À Petrograd, la Douma crée à la hâte un Comité provisoire, où se distingue par son énergie l'avocat et député socialiste Alexandre Kerenski.

Sur un simple échange de couloir, la Douma accepte la création d'un Soviet des députés ouvriers et soldats au sein même du palais de Tauride, ouvrant ainsi la voie au système de « double pouvoir ». Kerenski devient vice-président du Soviet et membre du Comité provisoire, faisant le lien entre gouvernement « bourgeois » et masses révolutionnaires.

Il se montre spectaculaire et courageux en protégeant des lynchages les anciens ministres honnis, jouant physiquement son rôle de bouclier entre eux et la foule.

Le premier gouvernement provisoire, composé essentiellement de libéraux, est formé sous la présidence du prince Lvov ; Kerenski y occupe le ministère de la Justice.

Il ordonne aussitôt la libération des prisonniers politiques, l'amnistie générale, la fin des discriminations et la préparation d'une Assemblée constituante.

Mais, parallèlement, le Soviet publie l'« Ordre n°1 », qui transfère de fait le pouvoir dans l'armée aux comités de soldats, sape l'autorité des officiers et accélère la désagrégation militaire.

Kerenski, qui avait jugé le Soviet « pas dangereux », constate trop tard que la Douma a abandonné la maîtrise des forces armées à une autre instance.

La question du trône est tranchée lorsque le grand-duc Michel refuse la couronne, renonçant « pour toute la dynastie », sur fond de menaces de guerre civile.

Kerenski s'oppose à toute restauration et se fait aussi le garant de la sécurité de la famille impériale, d'abord à Tsarskoïe Selo, puis en organisant son transfert à Tobolsk faute d'asile britannique.

Pendant ce temps, le front se délite : désertion massive, fraternisation avec les Allemands, influence de la propagande du Soviet et bientôt des bolcheviks, qui prêchent le refus de la guerre.

L'Allemagne, guidée par le financier révolutionnaire Parvus, voit dans le chaos russe une opportunité et décide d'aider les radicaux, notamment Lénine, à rentrer en Russie et à intensifier la propagande.

Lénine, pour qui la Russie n'est qu'un maillon vers la révolution mondiale, considère souhaitable sa défaite pour accélérer l'embrasement général.

Le Gouvernement provisoire, lui, choisit de rester dans la guerre aux côtés des alliés, en requalifiant le conflit en guerre « défensive », pensant à l'avenir international de la Russie plutôt qu'à sa propre survie.

Sur le front, malgré les tournées enflammées de Kerenski, l'autorité s'effondre ; son charisme

produit des enthousiasmes brefs, qui ne suffisent pas à enrayer la désintégration de l'armée. Ainsi se met en place la situation explosive du double pouvoir : un gouvernement légal mais faible, sans force armée sûre, et un Soviet de plus en plus radicalisé, où les bolcheviks gagnent du terrain. Enfin, dans ce jeu complexe, Kerenski apparaît comme l'homme qui aurait peut-être pu infléchir le cours de l'histoire, mais qui, par ses choix et ses illusions, contribue involontairement à ouvrir la voie à Lénine et à la révolution d'Octobre.

Scénario :

1917. Alexandre Kerenski

L'année 1917. L'année la plus importante et la plus terrible du XX^e siècle en Russie, et même dans le monde. Elle voit deux révolutions russes.

La première révolution fait de la Russie, pendant neuf mois — trois quarts d'année — un pays démocratique, et la seconde la rend, pour trois quarts de siècle, bolchevique.

L'abdication du tsar, le Gouvernement provisoire, le retour d'exil et l'activité incroyable, diabolique, fatale de Lénine et Trotski — ou de Trotski et Lénine. Et l'homme qui aurait pu infléchir le cours de l'histoire, mais ne l'a pas fait : Alexandre Fiodorovitch Kerenski.

Le 2 mars 1917, après midi, dans un train à l'arrêt à la gare de Pskov, l'empereur de Russie Nicolas II fit venir son médecin, le professeur Fiodorov, et lui dit :

« En d'autres temps, je ne vous aurais pas posé une telle question, mais à présent le moment est très grave, et je vous prie de me répondre avec une entière responsabilité : mon fils vivra-t-il, et pourra-t-il un jour régner ? »

« Votre Majesté, répondit le docteur Fiodorov, je dois vous avouer que Son Altesse Impériale l'héritier ne vivra pas jusqu'à seize ans. »

Après cette conversation, Nicolas prit la décision d'abdiquer pour lui-même et pour son fils. La veille, le 1^{er} mars, les commandants de tous les fronts s'étaient déjà prononcés pour l'abdication de l'empereur. Plus tôt, le 27 février, le souverain avait tenté de rentrer du Quartier général à Tsarskoïe Selo.

Son train arriva jusqu'à la gare de Dno. Plus loin, il n'y avait nulle part où aller. On ne le laissa pas passer. Nicolas décida alors de partir pour Pskov.

Le 2 mars à 22 heures, deux députés de la Douma d'État — Alexandre Ivanovitch Goutchkov et Vassili Vitalievitch Choulguine — arrivèrent de Pétrograd à Pskov auprès de Nicolas. Ces deux hommes furent témoins du moment où Nicolas écrivit et signa l'acte d'abdication.

Pendant l'entretien, Nicolas se tint avec calme et simplicité. Selon les mots de Choulguine, seul son accent était un peu étranger — un accent de garde. Choulguine était troublé d'être venu devant le souverain mal rasé, en veston et col froissé. On pouvait l'excuser. Le 2 mars était le quatrième jour de la seconde révolution russe. Le souverain empereur ne savait pas vraiment, ne voyait pas et ne pouvait imaginer ce qui se passait depuis quatre jours dans la capitale de son empire. Dans ces jours de confusion totale, celui qui fit preuve de la résolution la plus grande fut l'homme à qui tout le siècle suivant reprocherait exclusivement la faiblesse et l'indécision. Cet homme, c'était Alexandre Fiodorovitch Kerenski.

Dès 1915, l'industriel et financier russe Alexeï Ivanovitch Poutilov avertissait que la Russie était condamnée à la révolution et que n'importe quoi pouvait en être le déclencheur : la faim, une grève, un coup de palais.

En 1917, tout se déroula exactement comme Poutilov l'avait prédit. Et tout commença à l'usine Poutilov. Au passage, à l'origine, c'était l'usine d'un autre Poutilov, et en 1917 elle n'était déjà plus aux mains privées, mais à l'État. Mais ce n'est pas la question. Le 18 février, à la suite de la hausse des prix, les ouvriers exigèrent une augmentation de salaire de 50 %.

La direction refusa. Les ouvriers arrêtaient les machines. Des meetings se tinrent dans les ateliers de toute l'usine. Trois jours plus tard, la direction proclama le lock-out. Quarante mille personnes se retrouvèrent à la rue. En outre, la situation alimentaire devenait critique à Pétrograd.

Le 21 février, des femmes faisaient déjà irruption dans les boulangeries et les épiceries et les pillaient. Le 23 février, le pain disparut de Pétrograd. Le même jour, la grève générale commença. La Douma débattait de la question du ravitaillement. Le ministre de l'Agriculture Rittikh prit la parole à la Douma, puis, après son discours, pleura dans le pavillon gouvernemental. Le pain ne manquait pas, mais il n'arrivait pas jusqu'à la ville.

Le transport ferroviaire était paralysé. Grands froids, congères de neige. Une fois les meetings terminés dans les usines, les ouvriers sortirent dans les rues en chantant. La police montée et à pied ne parvenait pas à contenir la foule.

Le gouverneur de Pétrograd, le général Balk, donna l'ordre au commandement militaire de réprimer l'émeute. Le 25 février, des détachements de cosaques et des unités d'infanterie furent engagés.

Sur la place de la gare Nicolas, près du monument à Alexandre III, les cosaques commencèrent à fraterniser avec les participants au meeting qui rassemblait des milliers de personnes.

Au même moment, au théâtre Alexandrinski, on donnait la première du drame de Lermontov « Le Bal masqué » mis en scène par Meyerhold. Salle comble au théâtre, et salle comble aussi dans les rues. La perspective Nevski et toutes les rues adjacentes étaient noires de foule révolutionnaire.

Le 26 février, dimanche, des régiments de soldats, sans leurs officiers, commencèrent à quitter les casernes. Certains officiers étaient arrêtés, d'autres tués. Des civils se joignaient aux soldats qui déferlaient dans les rues. À minuit, de dimanche à lundi, du 26 au 27 février, quatre jours avant son abdication, Nicolas II signa le décret de suspension des travaux de la Douma.

Le matin du 27 février, la mutinerie éclata dans les unités de la Garde. Les unités de cavalerie rappelées du front pour rétablir l'ordre n'arrivèrent jamais dans la capitale. Le matin du 27 février, le gouvernement impérial n'existait déjà plus.

La Douma, dissoute par le tsar, n'osa pas se réunir en séance officielle dans la salle Blanche du palais Tauride. Mais elle se réunit au complet en séance privée dans la salle du Demi-Cercle. Un officier entra en courant dans la salle et interrompit la séance d'une voix brisée :

« Messieurs les membres de la Douma, je demande protection. Je suis le chef de la garde qui protège la Douma. Des soldats se sont introduits, mon adjoint a été blessé. J'ai échappé de justesse. Qu'est-ce que c'est que ça ? Aidez-moi. »

À cet instant de confusion générale, Kerenski prit la parole :

« On ne peut pas perdre de temps. Les troupes s'agitent. Je pars tout de suite dans les régiments ! »

Kerenski, d'après les témoins, parlait d'un ton décidé, tranchant, un peu méprisant. Ses yeux brillaient. On décida sur-le-champ de créer un Comité provisoire doté de pleins pouvoirs.

Il comprenait des représentants du centre de la Douma, et, des partis de gauche, deux hommes : Kerenski et Tchkhéïdze. La Douma approuva la composition du Comité provisoire. À ce moment-là, des soldats, des étudiants, des ouvriers, des intellectuels — une foule sans fin venue de la rue — déferlèrent dans le bâtiment de la Douma.

Kerenski courut sur le perron du palais Tauride à la rencontre du premier groupe de soldats.

« Citoyens soldats ! criait Kerenski. Un grand honneur vous échoit. Je vous proclame première garde révolutionnaire ! »

Cette garde ne tint pas une minute. Elle fut balayée par la foule.

Vers le milieu de la journée du 27 février, la garnison de Pétrograd, forte de 200 000 hommes, se retrouva sans officiers. À la Douma, il n'y avait pas une personne prête à prendre le commandement de la garnison.

Vers trois heures de l'après-midi, le président de la Douma Rodzianko s'approcha de Kerenski dans l'un des couloirs du palais Tauride et lui fit la communication suivante.

À lui, Rodzianko, le député menchevik Skobelev était venu demander une salle pour la création d'un Soviet des députés ouvriers, afin de maintenir l'ordre. Rodzianko demanda à Kerenski :

« Qu'en pensez-vous, n'est-ce pas dangereux ? »

« Qu'y a-t-il de dangereux là-dedans ? répondit Kerenski. Il faut bien que quelqu'un dirige les ouvriers. »

Rodzianko acquiesça, d'autant plus que personne ne travaillait à Pétrograd et que la Russie était en guerre.

Cette décision prise dans un couloir est un moment clé de la révolution de Février. C'est précisément à cet instant que la Douma remit d'elle-même la direction des hommes en armes entre les mains d'une structure parallèle de pouvoir. Or c'est précisément l'armée qui allait être la principale pierre d'achoppement dans tous les événements ultérieurs.

L'idée de Soviet n'était pas nouvelle. Lors de la révolution de 1905, l'expérience du Soviet à Pétrograd avait déjà été mise en pratique. Il était alors dirigé d'abord par le semi-mythique Khrustalev-Nosar, puis par Trotski, tout à fait réel celui-là.

Le 27 février 1917, on attribua au Soviet la salle numéro 13, et le social-démocrate Tchkhéïdze fut élu président du Comité exécutif du Soviet, avec Kerenski comme adjoint.

Le 27 février dans la journée, le Soviet était composé d'SR (socialistes révolutionnaires) et de mencheviks ; les bolcheviks l'ignoraient. Plus tard dans la nuit, ils changèrent d'avis et entrèrent au Comité exécutif.

Il n'est pas surprenant que les bolcheviks à Pétrograd aient changé de position si rapidement. La révolution fut une totale surprise. Deux semaines avant son déclenchement, Lénine, s'exprimant en Suisse devant une assemblée d'ouvriers suisses, avait déclaré que la révolution en Russie se produirait obligatoirement, mais que sa génération à lui ne la verrait probablement pas.

Le 28 février, sur proposition des bolcheviks, il fut décidé de s'adresser à toutes les unités de la garnison de Pétrograd pour leur enjoindre d'envoyer leurs députés au Soviet. En conséquence, dans le Soviet des députés ouvriers, les soldats représentaient les deux tiers. Ce sont précisément ces soldats qui ouvrirent par la suite aux bolcheviks l'accès aux casernes et aux unités combattantes au front.

Il faut dire que la révolution fut une surprise totale non seulement pour Lénine, mais pour tout le monde.

Vassili Vitalievitch Choulguine parle avec une franchise extrême de l'état d'esprit des membres du Comité provisoire :

« Démunis, nous ne savions même pas par quoi commencer. Comment nous faire obéir ? De qui ? Contre qui ? Et au nom de quoi ? Qui peut entrer dans le gouvernement ? Qui ? En somme — personne. Nous avons rompu des lances, des lances et encore des lances, nous sommes devenus fous nous-mêmes et avons rendu folle toute la nation avec le mythe de je ne sais quels hommes de génie, investis de la confiance publique, qui en réalité n'existent pas. Oui, Kerenski dans le gouvernement est indispensable. C'est le plus actif. Lui seul est écouté. C'est un acteur talentueux. Son talent se nourrit de l'énergie de la salle. »

Les impressions de Kerenski lui-même confirment cela absolument : le régiment de la Garde Semenovski arrive à la Douma et, dans un état d'exaltation extrême, remplit la salle Catherine. Kerenski prend la parole devant lui. Dans ses mémoires, il écrit :

« Ayant enfin la possibilité de parler librement à des hommes libres, j'éprouvais un sentiment d'ivresse exaltée. »

Le deuxième jour de la révolution, Kerenski lança le mot d'ordre :

« La Douma d'État ne répand pas le sang. »

Le palais Tauride se transforma en principal commissariat de Pétrograd. Kerenski en avait personnellement la charge. Il avait l'intention de sauver des gens.

Même l'ancien cabinet du président de la Douma était entièrement rempli de détenus. Beaucoup venaient à la Douma pour se mettre à l'abri. Les députés de la Douma examinaient les cas de ces arrêtés, régularisaient leurs papiers.

Les hauts fonctionnaires étaient introduits par le pavillon gouvernemental. Les anciens ministres venaient à la Douma d'eux-mêmes. Le ministre de l'Intérieur Protopopov se présenta. La foule était prête à le mettre en pièces, et Kerenski le conduisit en personne à travers la Douma. Le bras droit tendu devant lui, il fendait la foule en criant :

« Défense de toucher à cet homme ! » De la main gauche, Kerenski désignait « cet homme ».

L'ancien chef du ministère de l'Intérieur, dans un manteau froissé, courait derrière Kerenski à travers les baïonnettes. Kerenski, lui, absolument livide, ne cessait de hurler :

« Défense de toucher à cet homme ! »

Cette improvisation d'acteur professionnel ne prit fin que lorsque Kerenski referma derrière lui la porte du pavillon gouvernemental, tomba dans un fauteuil et dit à l'ancien ministre :

« Asseyez-vous, Alexandre Dmitrievitch. »

Protopopov et Kerenski étaient tous deux originaires de Simbirsk. Avant la révolution, ils entretenaient pour cette raison, malgré tout, de bonnes relations. Lénine, lui aussi, était né à Simbirsk. Mais pour lui, les individus concrets, les villes et les pays n'avaient aucune importance.

À son vieil ami Gueorgui Alexandrovitch Solomon, Lénine disait :

« La Russie sera le premier État où sera instauré l'ordre socialiste. Et la question n'est pas la Russie ; la Russie, mes chers messieurs, je m'en moque, ce n'est qu'une étape sur notre route vers la révolution mondiale. »

Plus tard, ne comprenant pas la position de Lénine, son ami tentera de trouver une explication :
« Je me souviens que Lénine souffrait, longtemps avant sa mort, de paralysie générale, et l'on se demande involontairement si ce n'était pas tout simplement une manifestation des symptômes de sa maladie. »

Il faut dire que l'ancien chef du ministère de l'Intérieur Protopopov souffrait de la même maladie que Lénine. Mais l'on parlait ouvertement de la profonde maladie de Protopopov, et par conséquent on ne s'étonnait de rien.

L'ancien ministre de la Guerre Soukhomlinov, Kerenski le soustrait tout simplement des mains des soldats à la Douma, alors qu'ils l'avaient déjà renversé à terre et avaient commencé à lui arracher ses épaulettes. Les soldats, toujours surexcités, les rattrapèrent, lui et Soukhomlinov, près des portes du pavillon gouvernemental. Kerenski poussa Soukhomlinov derrière la porte et lança une réplique parfaitement théâtrale :

« Vous passerez sur mon cadavre. »

Les soldats ne passèrent pas. Stanislavski aurait pu dire sans hésitation à l'acteur Kerenski : « Je crois. »

Marina Ivanovna Tsvetaïeva, poète, était sous l'impression de Kerenski. Dans le cycle « Le Camp des cygnes », on lit :

И кто-то, упав на карту,
Не спит во сне.
Повеяло Бонапартом
В моей стране.

(Et quelqu'un, tombé sur la carte, / ne dort pas en dormant. / Un souffle de Bonaparte / a passé sur mon pays.)

Marina Ivanovna Tsvetaïeva, suivant une tradition inexplicable de l'intelligentsia créatrice russe, adorait Napoléon depuis l'enfance.

C'est sans doute ce sentiment qui explique ces vers sur Kerenski.

Le député de la Douma d'État Vassili Choulguine, lui, n'est absolument pas d'accord avec Marina Tsvetaïeva :

« De Napoléon, de Bismarck ou de Stolypine, il n'y en avait aucun parmi nous. »

Au passage, à propos des vers de Tsvetaïeva sur qui dormait, comment on dormait, avec qui on dormait dans ces premiers jours de la révolution. Durant ces jours de folie, les membres du Comité provisoire et les membres du Comité exécutif du Soviet dormaient encore ensemble, dans un seul bureau de la Douma. Par bribes, dans des fauteuils. Choulguine, Tchkhéïdze, Kerenski, Goutchkov. Entre les dormeurs, le leader des cadets, célèbre historien, Miloukov, mène une discussion de plusieurs heures avec les socialistes sur la question de savoir s'il est possible que les soldats élisent leurs officiers. Il explique qu'on ne voit cela nulle part au monde et que l'armée se désagrègera.

Choulguine, membre du Comité provisoire, réveille le chef du Soviet Tchkhéïdze et lui demande :

« Vous pensez vraiment que l'élection des officiers, c'est bien ? »

Tchkhéïdze répond à voix basse :

« De toute façon, tout est perdu. Pour sauver — il faut un miracle. Peut-être que l'élection des officiers est ce miracle. »

Au bout de la huitième heure de conversation, Miloukov finit par convaincre ses interlocuteurs socialistes qu'il ne faut pas tuer les officiers.

Le 29 février, le laquais de l'ancien ministre des Finances Piotr Bark arrêta son maître et le livra aux nouvelles autorités. C'était une vengeance parce que le maître avait refusé jadis d'« arranger » pour son serviteur une exemption de service militaire. Kerenski signa l'ordre d'arrestation de Bark en déclarant qu'on ne pouvait aller contre la volonté du peuple. Deux semaines plus tard, Bark fut libéré.

Au matin du 1^{er} mars, le nouveau gouvernement n'était toujours pas formé. À ce moment-là, le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd publia son fameux ordre n° 1, qui fut placardé sur tous les murs de la ville. L'essentiel de l'ordre n° 1 était le suivant :

Le pouvoir dans l'armée est transféré aux comités de soldats. Désormais, les soldats élisent leurs commandants. Et les révoquent. L'ordre interdit de remettre des armes aux officiers, celles-ci devant être conservées par les comités.

Le tour de passe-passe tenait au fait que cet ordre avait été rédigé à l'origine uniquement pour la garnison de Pétrograd, mais qu'en pratique il fut diffusé sur tous les fronts.

L'état d'esprit dans l'armée est décrit dans ses mémoires par l'un des plus prestigieux chefs militaires russes, le général Denikine :

« Les officiers subalternes ne comprenaient pas ce qui se passait. En haut, dans les rangs de l'état-major, apparut un nouveau type d'opportuniste, un peu démagogue, jouant sur les cordes sensibles du Soviet et de la nouvelle classe dirigeante ouvrière et soldatesque. Ils s'efforçaient de complaire aux instincts de la foule, cherchaient à lui devenir nécessaires et à s'ouvrir des possibilités de nouvelle carrière. »

Ce même 1^{er} mars, à 11 heures, le grand-duc Kirill Vladimirovitch se présenta à l'état-major de la garde navale qui lui était confiée et déclara son soutien à la révolution. À 16 h 15, il arriva au palais Tauride avec son escorte et déclara que la garde navale se mettait entièrement à la disposition de la Douma d'État.

Au lieu des aiguillettes d'aide de camp de service attachées à son épaule, le grand-duc portait un ruban rouge sur la poitrine.

Dans les interviews qu'il donnait ces jours-là, le grand-duc commençait par ces mots :

« Mon concierge et moi, nous avons compris de la même façon qu'avec l'ancien gouvernement la Russie perdrait tout. »

Sur son palais, il fit hisser le drapeau rouge.

Le grand-duc Kirill Vladimirovitch était le troisième prétendant au trône russe après l'héritier Alexis et le frère de Nicolas, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch.

Le 28 mars, l'ex-Premier ministre Vladimir Nikolaïevitch Kokovtsov, avec sa femme et un petit chien nommé Djipik, décida de se promener dans la rue Mokhovaïa en direction de la rue Serguievskaya. Des coups de fusil retentirent devant eux. Ils repartirent en courant vers l'autre bout de la Mokhovaïa. Le petit chien effrayé disparut dans la première cour venue, ils s'arrêtèrent — et là, de la porte du bâtiment de la Direction principale de l'artillerie, sortit le membre du Comité provisoire Goutchkov, accompagné d'un jeune homme qui se révéla être Tereshchenko, futur ministre des Finances et des Affaires étrangères dans diverses compositions du Gouvernement provisoire.

Goutchkov annonça que la Douma était justement en train de former le gouvernement.

Au milieu des conversations interminables, des tiraillements par la manche, des déplacements de régiment en régiment, le leader des cadets Pavel Nikolaïevitch Miloukov, quelque part sur un coin de table dans une Douma bondée de monde, dressait la liste des ministres, et il est peu probable que cette liste ait été le fruit de longues réflexions. Aucun de ceux qui entrèrent dans la première composition du Gouvernement provisoire ne souhaitait pour lui-même le pouvoir suprême dans le pays. Mais le gouvernement impérial s'était évaporé — on ne l'aurait pas retrouvé avec des chiens. Le pouvoir leur était simplement tombé dessus, avec l'armée en décomposition, dans un pays en guerre d'une étendue sans limites.

Ces hommes représentent en réalité ce qu'il y avait de mieux dans la politique russe. Intelligents, instruits, non liés aux intrigues de cour. Ils aimaient la Russie, mais ils avaient un défaut : le pouvoir n'était pas leur passion, ni le but unique de toute leur vie. L'un des pères du coup d'État d'Octobre, Lev Trotski, disait de ces gens qu'ils regardaient la révolution avec les yeux d'un bourgeois effrayé pour le destin de la culture. Lénine qualifiait de tels hommes d'« imbéciles ». Et, en ce sens, ils ne lui arrivaient effectivement pas à la cheville.

Ils étaient onze dans le nouveau gouvernement, dont dix libéraux ou conservateurs modérés, et un seul socialiste : Kerenski.

Le président du gouvernement, le prince Lvov, issu des Rurikides, adversaire de la monarchie absolue, libéral, en pratique sans parti, combattant pour les droits civiques des paysans. Il croyait pieusement à la victoire de la démocratie en Russie et répétait :

« Ne perdez pas courage, gardez foi en la liberté de la Russie ! »

Kerenski recevait, dans ce gouvernement, le portefeuille de ministre de la Justice. Le soir même, il signe ses premiers ordres.

Tous les procureurs devaient libérer tous les prisonniers politiques et leur transmettre les félicitations du nouveau gouvernement révolutionnaire. Ensuite, un télégramme fut envoyé en Sibérie pour ordonner de libérer immédiatement de l'exil la « grand-mère de la révolution russe », Ekaterina Breshko-Breshkovskaïa, âgée de soixante-treize ans, et de l'escorter avec les honneurs jusqu'à Pétrograd.

Dans un autre télégramme, il était ordonné de libérer cinq sociaux-démocrates, députés de la Douma, exilés depuis 1915.

Le même jour, on rédigea la déclaration sur les tâches du Gouvernement provisoire. Elle disait : amnistie totale, pénale et politique, y compris pour les affaires d'attentats terroristes ; liberté de parole, de presse, de réunion et de grève ; suppression des restrictions d'ordre de classe, national et religieux ; préparation d'une Assemblée constituante afin de choisir la forme de gouvernement du pays.

En réalité, au moment où l'on écrivait dans la déclaration ces mots sur l'Assemblée constituante, on ne savait encore rien, à Pétrograd, de l'abdication de l'empereur.

De plus, malgré la déclaration, Pavel Nikolaïevitch Miloukov prit la parole lors d'un meeting et déclara que le pouvoir serait exercé par le jeune héritier, avec comme régent le frère de Nicolas, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch.

En réponse à cette intervention, le Comité exécutif du Soviet se réunit en urgence et demanda des explications à Kerenski. Kerenski déclara :

« Il n'y aura pas de régence. En dernière extrémité, je proposerai au gouvernement ce choix : ou bien renoncer à la régence, ou bien accepter ma démission. »

Les paroles de Kerenski auraient pu sembler présomptueuses, n'eût été un fait : en ces jours-là, seuls les hommes armés avaient une véritable valeur. Le Gouvernement provisoire n'avait sous ses ordres aucune unité militaire. Et Kerenski gardait un pied au Soviet de Pétrograd, qui, d'emblée, s'était mis au travail avec les troupes de la garnison de Pétrograd.

Cette garnison était particulière. Elle était formée essentiellement de ceux qui esquivait le front. Elle avait été créée pour que l'on mène parmi eux la propagande révolutionnaire. L'idée leur était indifférente, pourvu qu'ils ne partent pas au front. Au front, dès 1915, on se plaignait d'une division recrutée à Pétrograd. On l'appelait la « Société de course de Saint-Pétersbourg ». Où qu'on l'envoie au combat, elle s'enfuyait à coup sûr.

La question de la régence se régla d'elle-même. Le 3 mars, Goutchkov et Choulguine revinrent de Pskov, envoyés par l'empereur. Ils rapportèrent l'acte d'abdication.

Nicolas n'abdiquait pas en faveur de son fils, mais en faveur de son frère, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch. Goutchkov et Choulguine allèrent directement de la gare à la rue Millionnaïa pour rencontrer le grand-duc. Dans la pièce, à droite de Mikhaïl Александрович, se trouvaient Rodzianko et Miloukov. Miloukov, privé de sommeil depuis cinq jours, somnolait, sursautait, ouvrait les yeux et se rendormait. À la gauche du grand-duc : Lvov et Kerenski.

Kerenski pensait qu'à tout moment des hommes pouvaient faire irruption et tuer le grand-duc.

Miloukov se réveilla et prononça un discours dont le sens était que le monarque était le seul centre, la seule notion de pouvoir en Russie.

Puis Kerenski s'adressa au grand-duc :

« Permettez-moi de vous parler en Russe — à un Russe. En acceptant le trône, vous ne sauverez pas la Russie. Une guerre civile commencera. En tout cas, je ne répons pas de votre vie. »

Le grand-duc se leva et dit qu'il voulait réfléchir une demi-heure.

Puis il revint et déclara qu'il ne pouvait accepter le trône. Il abdiquait pour toute la dynastie tridentaire.

Kerenski se précipita vers lui :

« Je déclarerai devant tous, oui, devant tous, que j'ai le plus profond respect pour le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch ! »

En 1905, après les événements de Pétersbourg, Kerenski était en relation avec les SR terroristes et leur avait même proposé de tuer Nicolas II.

Le remarquable agent de police et, en même temps, chef des groupes de combat SR, Evno Azef, avait rejeté son plan.

En tant que membre du barreau, Kerenski faisait partie du comité d'aide aux victimes du Dimanche sanglant du 9 janvier. Il fut arrêté pour ses liens avec les combattants SR. Il fut de la prison aux Kresty. Il fut exilé à Tachkent. Mais pas pour longtemps : il revint.

En tant qu'avocat, il participa aux principaux procès politiques : celui des fusillades de Lena en 1912, l'affaire Beilis en 1911–1913, et le procès de la fraction bolchevique en 1915. En 1912, il fut élu à la Douma et admis dans une loge maçonnique. À partir de 1916, il fut membre du Conseil suprême des francs-maçons de Russie.

L'appartenance à une loge maçonnique, pour les hommes politiques russes, depuis l'époque de

Catherine, était la norme. Et pas seulement pour les hommes politiques. Pouchkine était lui aussi franc-maçon.

Le 3 mars au soir, pendant une séance du gouvernement, Kerenski fut appelé par l'un des membres du Soviet de Pétrograd, qui lui apprit que le Soviet avait l'intention d'arrêter l'ex-tsar et sa famille. L'idée émanait des députés bolcheviks. La réaction de Kerenski fut sans équivoque : faire tout ce qui dépendait de lui pour empêcher la glissade vers la terreur.

Le 4 mars, Nicolas envoya un message au chef du Gouvernement provisoire, le prince Lvov. Le message ne comportait pas d'appel et contenait les demandes suivantes de l'ex-tsar :

Premièrement : l'autoriser à rejoindre sa famille à Tsarskoïe Selo.

Deuxièmement : garantir la sécurité de la famille.

Troisièmement : assurer le passage de la famille impériale jusqu'à Mourmansk afin d'embarquer pour l'Angleterre.

La quatrième demande était totalement irréaliste. Nicolas demandait la permission, après la guerre, de revenir en Russie et de s'installer en Crimée, à Livadia.

En outre, Nicolas désirait voir sa mère, Maria Fiodorovna. Elle se trouvait à Kiev et se rendit elle-même auprès de lui au Quartier général. À la gare de Kiev, elle arriva escortée de cosaques. Sur le quai impérial, le gouverneur de Kiev la raccompagna. Quand elle revint deux jours plus tard, personne ne l'attendait, l'accès au quai impérial était encombré, les cosaques avaient disparu. La voiture n'était pas là. Maria Fiodorovna prit un fiacre.

À Kiev, l'impératrice douairière Maria Fiodorovna, avec sa fille Olga, poursuivit son travail dans les hôpitaux et les lazarets.

Le 7 mars, Kerenski, s'exprimant devant des ouvriers au Soviet de Moscou, déclara :

« Nicolas II est maintenant entre mes mains. Et je vais vous dire, camarades, que jusqu'à présent la révolution russe s'est déroulée sans effusion de sang, et je ne vous permettrai pas de l'assombrir. Dans un avenir proche, j'emmènerai moi-même Nicolas II à Mourmansk, d'où il partira pour l'Angleterre. »

De plus, le gouvernement décida de demander à la Grande-Bretagne d'accorder l'asile à Nicolas.

Le Soviet de Pétrograd considéra cela comme une excellente occasion d'arracher le pouvoir au gouvernement.

Le Comité exécutif du Soviet adopta immédiatement une déclaration, par le ton, gouvernementale : les troupes devaient occuper toutes les gares clés sur l'itinéraire du tsar ; un ordre d'arrestation de l'ex-tsar devait être transmis par télégraphe à toutes les villes ; il fallait l'arrêter et l'emmener au bastion Troubetskoï de la forteresse Pierre-et-Paul.

Le 9 mars à 11 h 30, Nicolas fut conduit à Tsarskoïe Selo, au palais Alexandre, escorté de députés de la Douma. Le soir même, un représentant du Soviet de Pétrograd et des unités militaires sur automobiles blindées arrivèrent à Tsarskoïe Selo. Ils avaient l'intention d'emmener Nicolas soit au Soviet, soit à la forteresse Pierre-et-Paul. L'unité militaire de Tsarskoïe Selo refusa de livrer Nicolas.

Kerenski rencontra la famille impériale pour la première fois en avril. Il fut le premier à tendre la main à Nicolas, se présenta : « Kerenski », et lui dit qu'ils pouvaient entièrement compter sur lui. Nicolas resta pour Kerenski une énigme. Une chose était évidente : son charme désarmant.

L'impératrice lui laissa une impression tout à fait précise :

« Dès le premier regard, j'ai compris qu'Alexandra Fiodorovna, femme intelligente et séduisante,

bien que brisée à ce moment-là et irritée, possédait une volonté de fer. Une impératrice née, pleinement consciente de son droit à gouverner. »

La famille royale anglaise et les Romanov étaient unis par des liens dynastiques. Georges V et Nicolas II se ressemblaient comme des jumeaux monozygotes. Tout le monde les confondait. Ils aimaient s'amuser : ils échangeaient leurs vêtements et mystifiaient leur entourage.

En mars, la Grande-Bretagne accepta la venue de la famille impériale. Mais le départ fut reporté parce que les enfants avaient attrapé la varicelle.

Entre-temps, la situation changea à Londres. Dans les milieux de gauche de la Chambre des communes et dans la presse, on se mit à pousser des cris à propos de l'arrivée de l'ex-empereur russe. Sa Majesté le roi Georges V, cousin de Nicolas, retira son invitation.

L'ambassadeur britannique, sir Buchanan, pleurait en annonçant la décision de son roi à Kerenski. Kerenski transmit la nouvelle à Nicolas. Nicolas resta imperturbable. Rester plus longtemps à Tsarskoïe Selo devenait dangereux. Nicolas exprima le désir de partir pour la Crimée. Le succès d'un tel voyage vers la Crimée ne pouvait être garanti. Kerenski proposa Tobolsk, conseilla de prendre le plus de vêtements chauds possible et tenta de reconforter Nicolas. Celui-ci répondit : « Je ne suis nullement inquiet. Nous avons confiance en vous. »

Neuf mois après la chute du Gouvernement provisoire, la famille impériale sera assassinée au complet, enfants compris. Voici un dialogue entre Lev Trotski et un autre dirigeant bolchevik, Iakov Sverdlov. Trotski demande en passant à Sverdlov :

— Au fait, où est le tsar ?

— C'est fini avec lui. Il a été fusillé.

— Et la famille ?

— La famille avec lui.

— Tous ?

— Tous. Et alors ?

— Et qui a pris une telle décision ?

— Ilitch.

Dès les deux premiers jours de la révolution, la capitale changea au point d'être méconnaissable. Les services municipaux cessèrent immédiatement de fonctionner. Les transports marchaient affreusement mal. En revanche, les restaurants et les cafés étaient pleins, où l'alcool, interdit au début de la guerre, était servi dans des bouteilles d'eau minérale et dans des théières.

Les soldats se mirent tout de suite à faire du trafic avec le butin. Les ordures n'étaient pas enlevées des rues, qui étaient couvertes de coquilles de graines de tournesol, donnant à Pétrograd un air de bourgade reculée.

Partout, jour et nuit, retentissait le « hourra ! ». Sur ce fond de « hourra ! » — les sons de « La Marseillaise ». Mais, mélodiquement, cette « Marseillaise » n'était pas française. Elle était triste, empreinte de nostalgie, immédiatement stylisée en chanson russe.

L'ambassadeur de France, Maurice Paléologue, depuis la fenêtre de l'ambassade, voit comment, au son de cette « Marseillaise », les soldats de la garnison de Tsarskoïe Selo marchent vers le palais Tauride. En tête, la fleur de la cavalerie cosaque, l'élite de la garde impériale. Puis le régiment de Sa Majesté, unité d'élite spécialement créée pour la protection des personnes augustes. Ensuite, le régiment de cheminots de Sa Majesté. Fermaient le cortège les policiers impériaux affectés à la garde intérieure des résidences du tsar, qui participaient en fait à la vie privée de la famille

impériale. Tous les officiers et soldats prêtaient serment au nouveau pouvoir, dont ils ne connaissaient même pas le nom.

La question, qui ne laisse toujours pas de répit, de savoir ce qui se serait passé si le Gouvernement provisoire avait conclu une paix séparée avec l'Allemagne, et si douze millions de soldats avaient été libérés des fronts, est une question de pure hypothèse et n'a pas de réponse. Le fait est que le Gouvernement provisoire ne sortit pas de la guerre.

Une nouvelle attitude envers la guerre fut formulée : la guerre fut déclarée, en substance, défensive, ne poursuivant plus des objectifs de conquête ni de domination sur d'autres peuples.

En réalité, un gouvernement civilisé et responsable n'aurait pas pu agir autrement. La Russie ne trahit pas ses alliés. De plus, la victoire des Alliés était inévitable, surtout si l'on tient compte de ce que les États-Unis avaient décidé d'entrer en guerre.

Renoncer à ses engagements à la veille de la victoire des Alliés aurait signifié pour la Russie l'isolement politique et économique, ainsi que la perte de vastes territoires. À proprement parler, le Gouvernement provisoire pensait à l'avenir de la Russie, et non à savoir s'il parviendrait à conserver le pouvoir.

Un an plus tard, lors de la signature du traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, en acceptant pour la Russie des pertes territoriales énormes, Lénine ne pensera qu'à une chose : garder le pouvoir. Et il y parviendra.

Dans les premières semaines suivant la chute de la monarchie, la Douma et le Soviet de Pétrograd envoyèrent des députés au front pour expliquer aux soldats la situation dans le pays. Bientôt, les représentants du Soviet de Pétrograd évincèrent du front les délégués de la Douma.

Kerenski, dans ses mémoires, évalue lucidement cette situation :

« C'est le prix refusé par la Douma pour ne pas avoir pris la tête du mouvement national dès le premier jour de la révolution. »

Mais Kerenski ne se souvient pas avec quelle facilité il avait dit :

« Le Soviet, ce n'est pas dangereux ; il faut bien que quelqu'un s'occupe des ouvriers. »

À présent, le Soviet, au nom des ouvriers, gagnait de la force dans l'armée. Les mandats pour se rendre au front étaient délivrés facilement. En quantité énorme, ces mandats furent pris par les bolcheviks. Au front, ils ne prêchaient qu'une seule chose : déposez les armes.

Outre les soldats russes, l'Allemagne répondit à cet appel. Et elle y répondit de manière organisée. En se fondant sur les informations sur l'état de l'armée russe après le début de la révolution, et sur instruction de sa direction, le commandant en chef du front de l'Est, le prince bavarois Léopold, interrompit brusquement les actions de combat contre les Russes.

Silence complet du côté des positions allemandes. Puis des tracts signés du prince se mirent à pleuvoir sur les Russes.

Le prince Léopold appelait à fraterniser avec les soldats allemands. Les soldats allemands, sur ordre, sortaient des tranchées et rampaient vers les Russes. Puis des officiers allemands, portant des drapeaux blancs et des propositions de trêve, se mirent à se rendre dans les lignes russes.

La jeunesse paysanne russe, qui venait tout juste d'enfiler l'uniforme, faisait confiance aux Allemands sans réserve. Dans les années 1930, à Paris, un ancien lieutenant allemand, Volenberg, raconta en détail à Kerenski que des groupes spéciaux d'officiers et de soldats, spécialement formés, avaient été mobilisés pour mener à bien la mission de démoralisation du front russe.

Il faut dire que, pour beaucoup de soldats au front, la nouvelle de la révolution à Pétrograd fut connue précisément par les documents de propagande allemands.

Cette information fut une tentation sans précédent pour un soldat en première ligne. Pourquoi devrais-je mourir ici alors qu'une nouvelle vie commence chez nous ? Et les Allemands disent qu'il faut abandonner les armes, et les bolcheviks arrivent au front et expliquent de façon simple et claire :

« Nous vous appelons non pas à mourir pour les autres, mais à détruire les autres — à détruire vos ennemis de classe sur le front intérieur ! »

La rumeur courait déjà — et c'était vrai — qu'en province, en Russie, on brûlait et pillait à tout va les domaines des propriétaires fonciers.

Lors d'un voyage sur le front du Sud-Ouest, Kerenski parlait avec les soldats. Un petit gars chétif s'écria :

« Vous nous persuadez que nous devons nous battre contre les Allemands pour que les paysans aient de la terre ! Mais si je me fais tuer, moi, je n'aurai pas de terre ! »

En réponse, Kerenski se tourna vers l'officier :

« Renvoyez ce garçon chez lui immédiatement. Qu'on sache dans son village que l'armée russe n'a pas besoin de lâches. »

D'après le témoignage de l'infirmière anglaise, miss Farmborough, après le discours de Kerenski devant les troupes, les soldats le portèrent sur leurs épaules jusqu'à l'automobile, embrassèrent lui, sa voiture et la terre sur laquelle il avait marché. Certains priaient, d'autres pleuraient ou chantaient des chansons patriotiques. Mais tout cela fut aussi éphémère qu'en août 1914, lorsque le premier élan patriotique avait eu lieu, et que l'on priait pour le souverain empereur qui annonçait l'entrée en guerre de la Russie, et que l'on chantait « Dieu, protège le tsar ».

Les désertions dans l'armée augmentaient inexorablement. Les efforts pour contrer la propagande allemande ne donnèrent aucun résultat. La fraternisation avec les Allemands prit un caractère de masse.

À la même époque, l'ambassadeur d'Allemagne à Copenhague, le comte Brockdorff-Rantzau, recommandait au gouvernement allemand de favoriser le chaos le plus large possible en Russie. Le moyen d'y parvenir pouvait être le renforcement des partis politiques radicaux. Pour cette tâche, le comte Brockdorff-Rantzau disposait d'un intermédiaire tel que le personnage haut en couleur Alexandre Gelfand.

Son nom de parti : Parvus. C'est Parvus qui formula le premier l'idée de révolution permanente. Trotski la développa plus tard. Parvus était en même temps un financier talentueux. Il gérait activement des affaires d'argent avec Gorki au profit des bolcheviks. Et Parvus était aussi un collaborateur du ministère allemand des Affaires étrangères.

C'est ce Parvus qui expliqua aux généraux allemands qui était Lénine, en quoi il pouvait être utile à l'Allemagne et pourquoi il fallait l'aider.

Pour être juste sur le plan historique, il faut dire que Lénine avait ses propres objectifs. Cet homme avait une idée fixe : transformer la guerre impérialiste mondiale en « guerre civile entre les classes », autrement dit en un gigantesque massacre fratricide, qui produirait la viande hachée pour la côtelette maison de Lénine appelée « révolution mondiale ».

C'est ce plat qui devait figurer en première ligne dans le célèbre livre de cuisine soviétique. Par souci de justice, il faut également préciser que, dans sa cuisine théorique, Lénine ne tenait aucun

compte de la Russie avec sa population paysanne immense, préférant les États d'Europe occidentale avec leur puissant prolétariat.

Lénine estimait que la défaite de la Russie dans la guerre ne gâcherait rien, au contraire, qu'elle hâterait l'avènement de la révolution mondiale. Et comme seul l'Allemagne pouvait vaincre la Russie, le devoir de tout véritable révolutionnaire était d'aider l'Allemagne à écraser la Russie.

Aussitôt, du ministère allemand des Affaires étrangères, un télégramme partit : Sa Majesté l'Empereur a décidé ce matin qu'il fallait transporter les révolutionnaires russes à travers l'Allemagne et les doter de moyens de propagande, afin qu'ils se mettent à l'œuvre en Russie. Le principal « matériel » de propagande fut les deux millions de marks déjà débloqués.

Dès le 15 août 1915, l'ambassadeur d'Allemagne à Copenhague, le comte Brockdorff-Rantzau, informait Berlin que lui et Parvus avaient élaboré un plan d'organisation de la révolution en Russie. L'ambassadeur affirme que Parvus est un homme brillant. Kerenski, de son côté, écrit dans ses mémoires que Parvus possédait un sens politique plus aigu que les pères de la Grande Révolution d'Octobre. On pourrait prendre ces paroles de Kerenski pour une petite vengeance envers Lénine et Trotski, mais il n'en est rien, car Parvus était réellement un stratège de premier ordre, qui, à un certain moment, surpassait Lénine dans l'activité de sabotage contre la Russie.

Lénine maintenait le contact avec Parvus par l'intermédiaire de son vieil ami Ganetski, bien que Parvus ait demandé que Nikolaï Boukharine lui fût adjoint — le futur favori de Lénine. De plus, Parvus se lança dans des affaires très fructueuses avec la Russie. Les profits allaient au parti. Les fonctions de courrier étaient assurées par Ouritski, futur chef de la Tchéka de Pétrograd. Les partenaires de Parvus dans ces affaires étaient Krasine et Borovski, futurs commissaires du peuple au Commerce et aux Affaires étrangères.

À Lénine, il ne restait qu'à contrôler cette activité financière. Mais l'argent ne faisait pas tout. La belle-mère de Lénine, Elizaveta Vassilievna, qui tenait la maison, mourut. Krupskaïa ne savait pas s'occuper du ménage. Elle avait du personnel domestique, mais ne parvenait pas à le diriger. La maison et les vêtements tombèrent vite dans un état de négligence.

Et alors, en Russie, la révolution éclata.

En mars 1917, Parvus se rendit de Danemark à Berlin pour rencontrer le chancelier impérial, avec la proposition de transporter les émigrés révolutionnaires de Suisse en Russie. L'empereur Guillaume donna personnellement son accord pour l'acheminement des radicaux.

Lénine posa une condition : qu'un grand nombre de mencheviks, qui ne prônaient pas l'idée de la défaite de la Russie dans la guerre, l'accompagnent. En compagnie des mencheviks, les bolcheviks n'auraient pas l'air d'agents allemands.

De plus, Lénine posa une autre condition : que le wagon dans lequel il voyagerait bénéficie du statut d'exterritorialité. L'Allemagne accepta et, en sus, accorda d'importants crédits pour la propagande révolutionnaire.

Lénine arriva à Pétrograd...